

Monsieur le Conseiller municipal, cher Georges,

Votre question, dont je vous remercie, me donne l'occasion de dire deux choses. D'abord mon incompréhension sur la polémique qui s'est engagée ces derniers jours, car rien, mais vraiment rien ne justifie ni les inquiétudes, ni les affiches, et slogans que j'ai pu entendre ou lire, j'y reviendrai. D'autant que, et c'est la deuxième chose que je veux rappeler : la municipalité, et moi-même en particulier, ont toujours été, sommes, et restent fidèles à nos Centres sociaux.

Les inquiétudes ne sont pas fondées disais-je. Je le répète : dire que la ville veut fermer les centres sociaux, que ceux-ci vont mourir à cause de la ville n'est pas la vérité ! Jamais nous ne les avons lâchés, et jamais nous ne les lâcherons ! Même quand l'an dernier, nous avons dû faire d'importantes économies, nous les avons préservés de l'effort d'économies ! Alors, non, franchement non, la ville ne ménage pas son soutien, ni pour aujourd'hui, ni pour demain.

La ville est attachée à l'importance et à l'existence de ses centres sociaux. Nous savons ce qui s'y fait, et ses bénévoles et usagers connaissent ma fidélité et mon attention personnelle à leurs initiatives. Je suis présent souvent, presque systématiquement à leurs manifestations.

Depuis longtemps, nous faisons équipe, dans l'intérêt de nos habitants, et quoi qu'il adienne, nous continuerons de le faire.

Depuis que j'exerce mes fonctions de maire, jamais notre partenariat ne s'est affaibli ! Au contraire, si j'ai engagé la ville dans des politiques contractuelles, j'ai toujours veillé ces dix dernières années à ce que les centres sociaux y concourent et y participent. Je me souviens même avoir, j'étais jeune maire à l'époque, dans le cadre du GPV sur 2000-2002, fait renoncer la ville à une subvention de 5 Millions F pour que cette somme puisse être affectée aux Centres sociaux pour la rénovation du Centre social du Laboureur. Alors, franchement je n'ai jamais été avare de mon soutien aux Centres, et je ne peux accepter ni mise en cause personnelle, ni celle de la ville.

- **La ville a fait son travail à la hauteur des moyens dont elle dispose, pour ses centres sociaux.**

C'est vrai sur la subvention de fonctionnement, nous inscrivons 230.400 € au Budget Primitif de 2011. Elle était de 215.000 € en 2006, 225.000 € en 2007, de 220.400 € en 2010. C'est donc bien une hausse, y compris 2011.

Sur l'ensemble des financements que nous mobilisons pour les centres sociaux, là encore, pas de baisse : on était à 280.000 € en 2008, près de 300.000 € en 2010, au moins 326.000 € en 2011, et sans doute davantage compte tenu de l'engagement que notre majorité a pris dès le débat d'orientations budgétaires. Ce sont donc bien des hausses, y compris en 2011.

J'ajoute que dans cette somme figure un soutien exceptionnel de 25.000 euros au titre de la réserve parlementaire ; je ne crois pas savoir que beaucoup de députés soutiennent pour un tel montant leurs Centres sociaux. Cet attachement qui est le mien, en espèces sonnantes et trébuchantes, me paraissait mériter autre chose que certaine banderole que j'ai pu lire me concernant personnellement !

Je n'ai pas de passé « d'agit-prop », comme vous le savez, Cher Georges Prpic, et sans doute me suis-je laissé distancer. Je m'en tiens pour ma part à **quelques vérités** :

1. La ville accorde pour 2011 un soutien en hausse, dès le BP, à ses centres sociaux, mais elle ne peut le faire que parce que notre équipe municipale a su rétablir les comptes de la ville en 2010 ;

2. Précisément, la situation, pour équilibrée qu'elle soit, nous contraint de rester prudent. Kamel Khiter nous l'expliquera tout à l'heure. Nous ne savons pas ce dont 2011 sera fait, et nous avons encore bien des incertitudes, sur certaines recettes, et sur des dépenses. Pour les associations, en 2011, la stabilité est de règle. Sauf pour le secteur social, où il y a un « plus » dès le Budget Primitif, et, si nous avons les recettes nécessaires, il y aura un renforcement au Budget Supplémentaire, car nous savons les besoins sociaux de notre population. Précision utile qui souligne notre soutien : il y a 4 ans, hors CCAS, la subvention que nous versions était, par ordre d'importance, la 4^{ème} ; elle est la 2^{ème} en 2011 !

3. Pour autant, les Centres sociaux doivent aussi avoir conscience qu'ils ne sont pas seuls au monde, bien sûr. La ville aussi a des pressions sur ses dépenses, notamment sociales (enfance, personnes âgées, secours d'action sociale, restauration scolaire, bourses d'enseignement supérieur) ou pour l'entretien de son patrimoine qui a aussi une vocation sociale (écoles, équipements sportifs et culturels). Nous aussi nous sommes à l'écoute de ceux qui souffrent, et qui ont des difficultés, et nous avons ainsi des services publics à rendre. Ce qui implique d'avoir également les personnels pour les réaliser. Nous aussi, nous nous devons d'être vigilants.

D'ailleurs, et sans dévoiler la présentation de notre Adjoint aux Finances, si nos recettes en 2011 augmentent en apparence de + 0,7 %, elles ne le doivent qu'à la reprise des recettes de la compétence enfance. Ce n'est en réalité qu'une augmentation technique. En vérité, les recettes de la ville baisseront de - 0,6 % en 2011.

4. La question du loyer n'est quand même pas nouvelle. Fixer un loyer, pour des locaux rénovés aussi superbement qu'ils l'ont été, à 33.000 € annuels ce n'est quand même pas une aberration. Quand on sait que ce loyer était déjà en 2008 de 26.300 euros avant les travaux. Quand on sait que la ville a fait un rabais de loyer sur 2009 et 2010, pour tenir compte des travaux, ce qui a eu pour conséquences une perte de recettes de 14.000 euros pour la commune. Enfin, n'oublions pas que ce loyer de 33.000 euros annuels, s'il représente une augmentation (après actualisation) d'un peu moins de 5.000 euros par an, est quand même à comparer aux 44.000 euros supplémentaires (capital + intérêts) que la ville va rembourser, chaque année, et pendant 25 ans, pour payer l'emprunt qu'elle a du faire pour financer les travaux de la seule partie du bâtiment occupée par les Centres Sociaux !

Au demeurant, gérer une ville, c'est aussi respecter des règles. On ne fait pas ce qu'on veut pour les locations du domaine public : il faut tenir compte des règles fixées par la Cour des Comptes qui apprécie l'opportunité des avantages consentis ; il faut tenir compte du prix fixé par l'administration des Domaines, i-e par les Impôts, qui nous ont indiqué une référence supérieure à 74.000 euros, et je souligne donc le choix que nous avons fait d'être très en-dessous. Il faut aussi tenir compte de l'équilibre du budget, car si l'on ne veut pas augmenter les impôts, il faut savoir raison garder.

Le montant fixé est donc raisonnable. Nous n'avions pas encore déterminé le niveau des charges : nous avons suggéré que la ville les assume, pourvu que l'usage fait soit sans exagération. Cela me paraît un bon compromis.

5. Enfin, les questions-clés de l'avenir de nos Centres sociaux sont devant eux, et devant nous. Ce sont l'évolution des règles européennes pour les services sociaux, la diminution programmée des soutiens aux structures de la Caisse d'Allocations Familiales qui va les remplacer par des soutiens aux personnes, la problématique de leurs locaux, pour ne citer que les principaux sujets. Je le sais, et nous le savons. Là sont les vrais sujets pour demain. Là il y a de vrais risques, de vrais défis ! Bien loin, bien plus que quelques centaines d'euros de loyer ! Alors ne gâchons pas nos forces. Ces défis là, les Centres sociaux et leurs responsables devront y faire face, et la ville sera à leurs côtés. Clairement et fermement. **Bénévoles et usagers des Centres sociaux doivent savoir que leur maire, leurs élus et leur ville sont attachés à leur travail et à leur existence, et que nous les épaulerons pour qu'ils continuent d'exister !**

Les vrais défis arrivent dans 3, 4 ou 5 ans. C'est ensemble que nous devons les affronter, pas les uns contre les autres. Mais je le dis aussi, ce ne sera possible que si les élus parviennent à dégager les marges de manœuvre du possible dans un budget municipal toujours plus difficile aussi à équilibrer. Nous n'y sommes pas encore, loin s'en faut. Mais nous y travaillons.

C'est notre volonté politique d'y parvenir.